

Communiqué de presse de la FRA
Vienne, le 17 octobre 2018

Contribuer à mettre fin à la pauvreté infantile qui ronge l'Europe

Près de 25 millions d'enfants dans l'UE vivent dans des ménages à faible revenu qui souffrent de conditions de vie inacceptables et ne mangent souvent pas à leur faim. Une éducation et des soins de santé insuffisants menacent leurs droits fondamentaux et les privent de perspectives d'échapper au cycle de la pauvreté, selon le dernier rapport de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

« La pauvreté infantile n'a pas sa place en Europe, l'une des régions les plus riches du monde », déclare le directeur de la FRA, [Michael O'Flaherty](#). « Nous avons les moyens d'aider à mettre fin aux conditions de vie déplorables dont souffrent tant d'enfants en Europe. Nous devons désormais faire en sorte que l'UE et ses États membres honorent leurs engagements envers la défense des droits des enfants pour leur donner un avenir meilleur. »

Le rapport, [Combating child poverty: an issue of fundamental rights \(Lutter contre la pauvreté infantile : une question de droits fondamentaux\)](#), souligne qu'un enfant de moins de 18 ans sur quatre est menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'ensemble de l'UE. Dans certains États membres, tels que la Roumanie, cette proportion atteint un enfant sur deux. Si la pauvreté peut toucher tous les enfants, certains groupes, tels que les enfants roms et les enfants migrants, affrontent des situations encore plus difficiles ; selon une [enquête de la FRA](#), plus de 90 % des enfants roms de neuf États membres connaissent la pauvreté.

Le rapport souligne que la lutte contre la pauvreté des enfants relève également du respect de leurs droits fondamentaux. Il suggère ce que l'UE et ses États membres peuvent faire pour traiter cette question :

- L'UE et ses États membres devraient renforcer les lois et les politiques existantes afin de satisfaire aux normes juridiques de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et de la Charte sociale européenne. Ceci leur permettrait de mieux combattre la pauvreté infantile.
- Ils devraient accorder la priorité à la protection des enfants vulnérables et créer un programme européen de garantie pour les enfants, comme l'a proposé le Parlement européen, afin de veiller à ce que chaque enfant sans exception ait un foyer, une alimentation, des soins de santé et une éducation décentes.
- L'UE devrait lier le financement octroyé aux États membres à des plans et mesures visant à réduire la pauvreté infantile, les inégalités et l'exclusion sociale des enfants.
- La Commission européenne devrait couvrir la pauvreté infantile et les droits de l'enfant dans ses recommandations par pays, à l'issue de son examen des budgets et des politiques des États membres de l'UE.
- Le Parlement européen et le Conseil de l'UE devraient adopter la proposition de la Commission européenne concernant l'amélioration de l'équilibre entre vie

professionnelle et vie privée des parents et aidants, afin de contribuer à favoriser le bien-être des enfants.

- L'UE et ses États membres devraient améliorer la collecte de données afin de contribuer à surveiller et à évaluer les progrès de la lutte contre la pauvreté infantile et de l'inclusion sociale.

Ce rapport décrit également comment le Socle européen des droits sociaux peut aider à garantir le droit des enfants à être protégés de la pauvreté. Les discussions relatives à l'orientation des fonds de l'UE annoncent également une possibilité d'aider les enfants à échapper à la pauvreté.

Pour plus d'informations, veuillez contacter : media@fra.europa.eu / Tél. :
+43 1 580 30 642